



plus.lesoir.be

Date : 29/03/2018
Page : --
Periodicity : Continuous
Journalist : --

Circulation : --
Audience : 193748
Size : --

<http://plus.lesoir.be/148372/article/2018-03-29/quand-le-digital-participe-au-developpement>

Quand le digital participe au développement

MIS EN LIGNE LE 29/03/2018 À 15:56 V. K.

Au Kenya comme ailleurs, le milieu des start-up a ses codes : une énergie détonante, une façon de présenter en quelques minutes son projet façon stand-up, dans un mélange de jargon technologique, de « cool attitude » et d'enthousiasme. Un milieu dans lequel le vice-premier ministre belge Alexander De Croo est comme un poisson dans l'eau, lui qui vient de mener au Kenya une mission en compagnie de 40 représentants de start-up, entreprises et ONG belges. L'occasion pour lui de concilier ses deux portefeuilles ministériels : la Coopération au développement et l'Agenda numérique.



Le ministre belge Alexander De Croo, en charge de la Coopération au Développement et de l'Agenda numérique a lancé la plateforme D4D (Digital for Development) car il est persuadé que les nouvelles technologies sont les meilleures alliées du développement. - Close the Gap, Startups.be, Translieu.

« La seule manière d'éradiquer la pauvreté, c'est de stimuler le secteur privé local pour qu'il puisse créer des emplois, payer des taxes et donner à l'Etat les moyens de fonctionner sans dépendre de l'aide de l'étranger, explique avec conviction le ministre libéral. Cela ne remplace pas les secteurs plus classiques de l'aide au développement, comme le soutien à la santé et l'éducation, mais il faut le faire en parallèle. Et les nouvelles technologies sont un atout essentiel pour ce type de développement, en Afrique comme ailleurs. Elles peuvent aussi aider à améliorer l'agriculture familiale, secteur important de l'économie au Kenya mais qui peine à fournir assez de revenus aux familles qui la pratiquent. Des informations météo précises disponibles sur téléphones portables permettent aux agriculteurs d'anticiper pluies ou sécheresse. Et des indications sur les prix du marché leur permettent de ne pas se faire gruger par leur acheteur. D'où un meilleur revenu



pour les familles ».

Le principe du « blockchain »

Mais il y a de nombreux autres liens entre digital et développement : « *Lors de la crise d'Ebola, l'analyse des données récoltées par les opérateurs de télécommunication a permis de suivre le déplacement des populations dans les pays affectés, et d'ainsi adapter immédiatement l'offre de soins, reprend Alexander De Croo. Et nous avons appris avec beaucoup d'intérêt que Via Don Bosco, une ONG belge qui s'occupe de formation technique dans des pays en développement et reçoit 9 millions de la coopération au développement publique belge va adopter un nouveau système plus transparent pour gérer tout le volet administratif ».*

La start-up belge SettleMint, qui a participé à la mission au Kenya, fournit en effet à Via Don Bosco un nouveau système de gestion basé sur le principe très à la mode du « blockchain ». Il s'agit d'une base de données composée d'une chaîne de blocs de données cryptées et protégées contre la falsification par des nœuds de stockage. « *Jusqu'ici, la procédure pour vérifier nos comptes et nous assurer qu'il n'y avait pas eu d'argent détourné était assez lourde, explique Filip Lammens de Via Don Bosco. On devait vérifier toutes les factures qui étaient envoyées d'Afrique au siège de Bruxelles, avec en général un délai de plus de six mois. Avec le système mis au point par SettleMint, ces factures seront encodées au fur et à mesure, il sera impossible de falsifier ces comptes et nous verrons en temps réel où nous en sommes ».*

Double contrainte

Les ONG sont en effet face à une double contrainte contradictoire : utiliser chaque euro qui leur est donné sur le terrain, tout en étant extrêmement vigilant côté administratif et financier pour éviter tout risque de détournement, ce qui a un coût élevé. Le système « blockchain » devrait les aider à résoudre ce problème.

Close the Gap est un autre acteur faisant le lien entre le digital et le développement et qui a participé à l'organisation de la mission au Kenya. « *J'ai créé Close the Gap comme mini-entreprise quand j'étais*



étudiant à Solvay, explique Olivier Vanden Eynde. L'idée était de réutiliser les ordinateurs d'entreprises belges qui remplaçaient leur parc informatique pour promouvoir l'inclusion digitale dans les pays en développement. Nous les reconditionnions avant de les envoyer à des écoles ou des hôpitaux ruraux en Afrique, qu'il fallait en général aussi équiper de panneaux solaires puisqu'ils n'étaient pas connectés au réseau électrique. Nous nous sommes aussi engagés dans la gestion des déchets informatiques via une spin-off, World Loop, qui les récupère et travaille avec Umicore pour recycler les composants toxiques ».

Mais, vu la baisse substantielle du prix des ordinateurs, notamment ceux qui sont fabriqués en Chine, les activités de Close the Gap ont beaucoup évolué. « Dans un premier temps, on pouvait dire que nous amenions des boîtes d'ordinateurs en Afrique, maintenant, nous essayons surtout de les remplir avec des solutions, sourit Olivier Vanden Eynde. Nous travaillons donc plus dans le software, en fournissant par exemple à des centres de santé des technologies pour pratiquer l'e-medicine. Une infirmière d'un centre de santé rural peut envoyer des photos d'un patient à un médecin basé en ville qui l'aide à poser le diagnostic et à décider s'il faut l'envoyer dans un hôpital régional. Il y a aussi une application qui permet de prévenir les agriculteurs produisant des mangues qu'une grosse zone de pluie va arriver : si elle frappe des fruits qui sont presque à maturité, ils seront bons à jeter. Le producteur sait alors qu'il doit protéger ses arbres avec des bâches ».